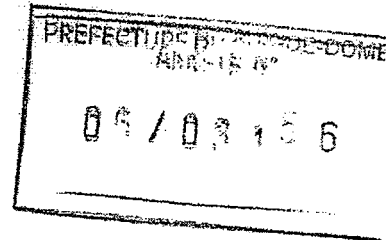




PREFECTURE DU PUY DE DOME



DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

## ARRÊTE

### **Autorisant le Nouvel Hôpital d'Estaing (NHE) à exploiter un établissement Public de Santé sur la commune de Clermont-Fd**

LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE  
PREFET DU PUY DE DOME  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- Vu le code de l'environnement et notamment le livre V, titre 1<sup>er</sup> ;
- Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées ;
- Vu la nomenclature des installations classées définie par le décret n°53-578 du 20 mai 1953 ;
- Vu la demande présentée par M. Jean-Paul Segade, Directeur Général du CHRU de Clermont-Ferrand dont le siège social est situé 58, rue Montalembert - BP 69 - 63003 CLERMONT-FERRAND Cédex 1 en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de réfrigération et compression d'une capacité maximale de 2066kW sur le territoire de la commune de Clermont-Ferrand à l'adresse rue d'Estaing - 63000 CLERMONT-FERRAND ;
- Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- Vu la décision en date du 01 février 2005 du président du tribunal administratif de portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 05/1261 en date du 11 avril 2005 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 1 mois, du 09 mai 2005 au 09 juin 2005 inclus sur le territoire de la commune de Clermont-Ferrand ;
- Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;
- Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- Vu les avis émis par les conseils municipaux de la commune de Clermont-Ferrand ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 31 mai 2006 de l'inspection des installations classées ;
- Vu l'avis en date du 23 juin 2006 du conseil départemental d'hygiène au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;
- Vu le projet d'arrêté porté le...06 juillet 2006..... à la connaissance du demandeur ;

*[Signature]*

*[Signature]*

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral.

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies.

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

### Titre 1- Portée de l'autorisation et conditions générales

#### Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

##### Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

L'établissement du Nouvel Hôpital d'Estaing, faisant partie du CHRU de Clermont-Ferrand, dont le siège social est situé 58, rue Montalembert à Clermont-Ferrand est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Clermont-Ferrand, les installations détaillées dans les articles suivants.

##### Article 1.1.2 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

#### Chapitre 1.2 - Nature des installations

##### Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

N° rubrique	Désignation des activités	Volume de l'activité ou de l'installation	Régime
----------------	---------------------------	--	--------

N° rubrique	Désignation des activités	Volume de l'activité ou de l'installation	Régime
1200	Combustibles (fabrication, emploi ou stockage de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques : 2. Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 2 t	Centrale fluides médicaux Protoxyde d'azote = hémioxyde d'azote maximale = 825 kg	NC
1220-3	Oxygène (emploi ou stockage d') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	Centrale fluides médicaux Oxygène Quantité maximale = 19,8 t	D
1432-2b	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : 2. Stockages de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>	Chaufferie et groupes électrogènes : 4 cuves enterrées de FOD double enveloppe de 80 m <sup>3</sup> chacune Capacité équivalente totale = 12,8 m <sup>3</sup>	D
2910-A2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaufferie (gaz et FOD en secours) 4 chaudières "hiver" de 2 MW 1 chaudière "été" de 1 MW Puissance thermique maximale chaufferie : 9 MW	D
2920-2a	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa : 2. Dans tous les autres cas (ni inflammable, ni toxique) : a) supérieure à 500 kW	6 compresseurs air "médical" : 100 kW 1 compresseur air "industriel" : 10 kW Groupes froids : 4 X 489 kW Puissance maximale : 2 066 kW	A
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale > 50 kW	D

#### Article 1.2.2 - Situation des installations

Les installations autorisées sont situées dans le NHE sur la commune de Clermont-Ferrand. Le bâtiment Energie regroupe les installations de combustions, les groupes froids et le compresseur industriel (cf. plan en annexe).

#### Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées

Le NHE comprend les installations classées suivantes :

##### Article 1.2.3.1- Groupes froids et compresseurs

Les besoins frigorifiques du NHE sont couverts par une production spécifique implantée en terrasse du bâtiment Energies. La puissance frigorifique minimale en hiver étant très faible, il a été retenue une production par groupes à condenseurs à air. La puissance électrique totale absorbée des groupes froids est de 1 956 kW.

L'air comprimé est utilisé pour les activités médicales et dans une moindre mesure pour l'alimentation électrique totale absorbée de l'ensemble de compression est de 110 kW.

#### Article 1.2.3.2- Installations de combustion

Les besoins calorifiques des bâtiments sont couverts par une chaufferie implantée dans le bâtiment Energies dans une zone réservée au Sud-Est du site.

Cette chaufferie mixte fonctionne au gaz avec un secours au fioul domestique (FOD) pour faire face à une défaillance des réseaux d'énergie publics (4 chaudières « hiver » de 2MW et une chaudière « été » de 1 MW).

La continuité de survie nécessite de mettre en place des moyens de production autonomes en cas de défaillance de l'alimentation.

Le bâtiment Energies accueille donc 4 groupes électrogènes d'une puissance unitaire de 2000 kVA (soit 1600 kW).

Ces groupes sont utilisés uniquement en mode secours ; ils fonctionnent au FOD.

#### Article 1.2.3.3- Stockages de liquides inflammables

Le fioul domestique sert à l'alimentation en secours des chaudières et au fonctionnement des groupes électrogènes.

Le dimensionnement des cuves de stockage enterrées (4 x 80 m<sup>3</sup>) a été réalisé pour assurer un minimum de 5 jours d'autonomie de production électrique pour l'ensemble du site.

#### Article 1.2.3.4- Stockages de gaz

La centrale fluides médicaux (protoxyde d'azote, oxygène, azote) est située au Nord du bâtiment afin de limiter au mieux les longueurs de distribution.

#### Article 1.2.3.5- Ateliers de charges d'accumulateurs

Il est utilisé une production classique type ASI (Alimentation Statique sans Interruption) pour alimenter les équipements de type informatique ou médicaux sensibles nécessitant une continuité d'alimentation.

Par ailleurs, il est prévu 6 postes de charges électriques pour les engins de manutention.

### **Chapitre 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation**

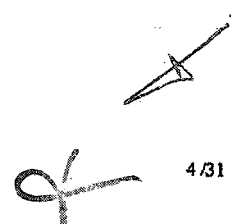
Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **Chapitre 1.4 - Durée de l'autorisation**

#### **Article 1.4.1 - Durée de l'autorisation**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.



## Chapitre 1.5 - Modifications et cessation d'activité

### Article 1.5.1 - Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### Article 1.5.2 - Mise à jour de l'étude de dangers

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### Article 1.5.3 - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### Article 1.5.4 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

### Article 1.5.5 - Changement d'exploitant

Dans le cas où le NHE change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

### Article 1.5.6 - Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au préfet du Puy-de-Dôme, dans les délais et les modalités fixés par les articles 34-1 à 34-3 du décret n° 77-1133 du 31 septembre 1977.

## Chapitre 1.6 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1. par les demandeurs ou exploitants,
2. dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ; par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## Chapitre 1.7 - Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables au NHE les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
08/07/03	Arrêté du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive.
22/06/98	Arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes.
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
28/01/93	Arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.
04/01/85	Arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances.
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.
09/11/72	Arrêté du 9 novembre 1972 relatif à l'aménagement et l'exploitation de dépôts d'hydrocarbures liquides.

### Chapitre 1.8 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

## Titre 2 - Gestion des installations classées

### Chapitre 2.1 - Exploitation des installations

#### Article 2.1.1 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées,
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

#### Article 2.1.2 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

## Chapitre 2.2 - Réserves de produits ou matières consommables

### Article 2.2.1 - Réserves de produits

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

## Chapitre 2.3 - Intégration dans le paysage

### Article 2.3.1 - Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

### Article 2.3.2 - Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

## Chapitre 2.4 - Danger ou Nuisances non prévenus

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

## Chapitre 2.5 - Incidents ou accidents

### Article 2.5.1 - Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## Chapitre 2.6 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jours,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrement, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

## Titre 3 - Prévention de la pollution atmosphérique

4  
f

## Chapitre 3.1 - Conception des installations

### Article 3.1.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de technique de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents

en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face au variation de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

### Article 3.1.2 - Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devrait être tel que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

### Article 3.1.3 - Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

### Article 3.1.4 - Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées, des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

## Chapitre 3.2 - Conditions de rejet

### Article 3.2.1 - Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.



Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Pour chaque canalisation de rejet d'effluent, nécessitant un suivi dont les points de rejet sont repris ci-après et doivent être pourvus d'un point de prélèvement d'échantillon et de points de mesure conformes à la norme NFX44052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

#### Article 3.2.2 - Conduits et installations raccordées

N°	Conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Hauteur de cheminée minimale	Vitesse d'éjection minimale
1	Cheminée chaudière	4 chaudières « hiver » de 2 MW et 1 chaudière « été » d'1 MW	9 MW	Gaz naturel ou fuel domestique en secours	8 m	5m/s
2	4 cheminées pour groupes électrogènes de secours	4 groupes électrogènes de 1,6 MW	6,4 MW	Fuel domestique	9 m	25 m/s

#### Article 3.2.3 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°1 (fonctionnement au gaz)	Conduit n°1 (fonctionnement au FOD)	Conduit n°2
Teneur en O <sub>2</sub>	3% en volume	3% en volume	3% en volume
Poussières	5	-	100
SO <sub>2</sub>	35	170	160
NO <sub>x</sub> en équivalent N	150	-	1500

Par dérogation, les installations utilisant normalement du gaz et consommant, à titre exceptionnel et pour une courte période, un autre combustible pour pallier une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz, ne sont pas tenus de respecter, au moment de l'emploi du combustible de remplacement, que la seule la valeur limite pour les oxydes de soufre applicable à ce combustible.

#### Article 3.2.4 - Auto surveillance des émissions atmosphériques

Les mesures portent sur les paramètres suivants des 5 chaudières.

Paramètre	Fréquence
Débit	Tous les 3 ans
O <sub>2</sub>	Tous les 3 ans
Vitesse d'éjection	Tous les 3 ans
NO <sub>x</sub>	Tous les 3 ans

## Titre 4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

### Chapitre 4.1 - Prélèvements et consommations d'eau

#### Article 4.1.1 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

### Chapitre 4.2 - Collecte des effluents liquides

#### Article 4.2.1 - Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### Article 4.2.2 - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### Article 4.2.3 - Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

#### Article 4.2.4 - Protection des réseaux internes au NHE

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

#### Article 4.2.4.1 - Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement du NHE ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

#### Article 4.2.4.2 - Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### Chapitre 4.3 - types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

#### Article 4.3.1 - Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les :

- les eaux pluviales des toitures qui sont dirigées dans le réseau d'assainissement communal,
- les eaux pluviales des voiries et parkings qui sont dirigées dans le réseau d'assainissement communal avec passage préalable dans des déboueurs/séparateurs d'hydrocarbures.

#### Article 4.3.2 - Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux du NHE ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### Article 4.3.3 - Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

#### Article 4.3.4 - Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

### Article 4.3.5 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

#### Article 4.3.5.1 - Aménagement

##### Article 4.3.5.2.1 - Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

##### Article 4.3.5.2.2 - Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

#### Article 4.3.6 - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température :  $< 30^{\circ}\text{C}$ ,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5,
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

#### Article 4.3.7 - Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes au NHE

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

#### Article 4.3.8 - Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètre	Concentration maximale autorisée
DBO <sub>5</sub>	800 mg/l
DCO	2000 mg/l
MEST	600 mg/l
N Total	150 mg/l
Phosphore	50 mg/l
Hydrocarbures	10 mg/l

**Article 4.3.9 - Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

- Matières en Suspension Totales :  $\leq 100$  mg/l
- DCO (sur effluent non décanté) :  $\leq 300$  mg/l.
- Indice Hydrocarbures :  $\leq 10$  mg/l.

**Titre 5 - Déchets****Chapitre 5.1 - Principes de gestion****Article 5.1.1 - Limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

**Article 5.1.2 - Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Décret 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n° 99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

**Article 5.1.3 - Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

**Article 5.1.4 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

**Article 5.1.5 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

### Article 5.1.6 - Transport

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets.

### Article 5.1.7 - Auto surveillance des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

### Article 5.1.8 - transmission des résultats de l'auto surveillance des déchets

Les justificatifs évoqués au chapitre 5.1.7. doivent en être conservés pendant une période de cinq ans.

## Titre 6 - Prévention des nuisances sonores et des vibrations

### Chapitre 6.1 - Dispositions générales

#### Article 6.1.1 - Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou souterraine, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### Article 6.1.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

#### Article 6.1.3 - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### Chapitre 6.2 - Niveaux acoustiques

#### Article 6.2.1 - Valeurs Limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)

Supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)
-----------------------	---------	---------

#### Article 6.2.2 - Niveaux limites de bruit

##### Installations nouvelles :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	PERIODE DE JOUR <i>allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</i>	PERIODE DE NUIT <i>allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</i>
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

#### Article 6.2.3 - Mesures périodiques

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

#### Article 6.2.4 - Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 6.2.3 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

## Titre 7 - Prévention des risques technologiques

### Chapitre 7.1 - Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### Chapitre 7.2 - Caractérisation des risques

#### Article 7.2.1 - Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

#### **Article 7.2.2 - Zonage des dangers internes à l'établissement**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères

nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

### **Chapitre 7.3 - infrastructures et installations**

#### **Article 7.3.1 - Accès et circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Le site est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

##### **Article 7.3.1.1 - Contrôle des accès**

Toute personne étrangère au fonctionnement des installations classées ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans le NHE.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

##### **Article 7.3.1.2 - Caractéristiques minimales des voies**

Les bâtiments offrent au moins deux façades accessibles aux engins de secours desservies par des voies stabilisées répondant aux caractéristiques d'une voie engin et échelle :

- largeur de 4 mètres, bandes réservées au stationnement exclues,
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kN (avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m au minimum),
- rayon intérieur  $S = 15/R$  dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m  
(S et R étant exprimés en mètres),
- hauteur libre supérieure ou égale à 3,5 m,
- pente inférieure à 10%,
- résistance au poinçonnement 80 N/cm<sup>2</sup> sur 0,2m<sup>2</sup> au moins.



### Article 7.3.2 - Bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie, s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée, sont implantés et protégés vis à vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Le plafond du local chaufferie a une surface minimale éventable de 282 m<sup>2</sup>.

### Article 7.3.3 - Installations électriques - mise à la terre

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

#### Article 7.3.3.1 - Zones à atmosphère explosible

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

### Article 7.3.4 - Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui.

### Article 7.3.5 – Séismes

Les installations présentant un risque important pour l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel du 10 mai 1993.

## Chapitre 7.4 - Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses

### Article 7.4.1 - Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

### Article 7.4.2 - Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de conduite et des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

### Article 7.4.3 - Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

### Article 7.4.4 - Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques,
- et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.

### Article 7.4.5 - Travaux d'entretien et de maintenance

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

### Article 7.4.6 - Contenu du permis de travail, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère,
- les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles,
- les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel du NHE peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures au bâtiment Energie interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'exploitant.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'exploitant.

## Chapitre 7.5 - Prévention des pollutions accidentelles

### Article 7.5.1 - Organisation du NHE

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 7.5.2 - Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

### Article 7.5.3 - Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

#### Article 7.5.4 - Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

#### Article 7.5.5 - Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

#### Article 7.5.6. - Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### Article 7.5.7 - Transports - chargements - déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

#### **Article 7.5.8 - Elimination des substances ou préparations dangereuses**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

### **Chapitre 7.6 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

#### **Article 7.6.1 - Définition générale des moyens**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

#### **Article 7.6.2 - Entretien des moyens d'intervention**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### **Article 7.6.3 - Protections individuelles du personnel d'intervention**

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés du bâtiment Energie et en sens opposé selon la direction des vents.

#### **Article 7.6.4 - Ressources en eau et mousse**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés de diamètre de 40 mm de telle façon que chaque point de la surface de l'établissement soit atteint par 2 jets de lance au moins ;
- d'un système de détection automatique d'incendie ;
- un poteau incendie de diamètre 100 mm.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure au site du NHE, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

#### Article 7.6.5 - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

#### Article 7.6.6 - Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Le NHE dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

## Titre 8 - Conditions particulières applicables à certaines installations du NHE

### Chapitre 8.1 – Dispositions applicables à la combustion (rubrique 2910)

#### Article 8.1.1 – Généralités

Les installations de combustion concernées sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions :




- du décret n°98-817 du 11 septembre 1998, relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW.
- du Décret n° 98-833 du 16 septembre 1998 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique.

#### Article 8.1.2 - Comportement au feu et aux explosions des bâtiments

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe MO (incombustibles),
- stabilité au feu de degré une heure,
- couverture incombustible.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (évents, parois de faibles résistance...).

De plus, les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes :

- parois, couverture et plancher haut coupe-feu de degré 2 heures (REI 120),
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure (REI 30) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de degré 1/2 heure (REI 30) au moins.

#### Article 8.1.3 - Accessibilité

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Des aires de stationnement doivent être aménagées pour accueillir les véhicules assurant l'approvisionnement en combustible et, le cas échéant, l'évacuation des cendres et des mâchefers. Cette disposition ne concerne pas les installations dont la durée de fonctionnement est inférieure à 500 h/an.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

#### Article 8.1.4 - Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

#### Article 8.1.5 - Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.

### Article 8.1.6 – Alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

### Article 8.1.7 - Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

### Article 8.1.8 - Aménagement particulier

La communication entre le local chaufferie contenant les appareils de combustion utilisant du gaz et d'autres locaux, si elle est indispensable, s'effectuera par un sas fermé par deux portes pare-flamme une demi-heure (RE 30).

### Article 8.1.9 - Détection de gaz - détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 8.1.6. Des étalonnages sont régulièrement effectués.



\*Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 8.1.5.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

#### Article 8.1.10 - Entretien et travaux

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectuée en dérogation au présent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent aux disposition de l'arrêté du 16 juillet 1980.

#### Article 8.1.11 - Conduite des installations

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise :

- pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er février 1993 (J.O. du 3 mars 1993) relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier,
- pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel, soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

#### Article 8.1.12 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués :

- des extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Leur nombre est déterminé à raison de deux extincteurs de classe 55 B au moins par appareil de combustion. Ces moyens peuvent être réduits de moitié en cas d'utilisation d'un combustible gazeux seulement. Ils sont accompagnés d'une mention "Ne pas utiliser sur flamme gaz". Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés :
- une réserve d'au moins 0,1 m<sup>3</sup> de sable maintenu meuble et sec et des pelles.

Ces moyens peuvent être complétés en fonction des dangers présentés et de la ressource en eau disponible par :

- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un, implanté à 200 mètres au plus du risque, ou une réserve d'eau suffisante permettant d'alimenter, avec un débit et une pression suffisants, indépendants de ceux des appareils d'incendie, des robinets d'incendie armés ou tous autres matériels fixes ou mobiles propres au site,
- des matériels spécifiques : extincteurs automatiques dont le déclenchement doit interrompre automatiquement l'alimentation en combustible.

#### Article 8.1.13 - Equipement des chaufferies

L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

#### Article 8.1.14 - Livret de chaufferie

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie

### Chapitre 8.2 - Ateliers de charge d'accumulateurs (rubrique 2925)

Les prescriptions du présent article s'appliquent aux ateliers de charge d'accumulateur et aux postes de charge isolés. Les zones abritant les postes de charge seront construites en matériaux incombustibles. Elles ne commanderont aucun dégagement. Elles ne seront pas installées dans un sous-sol.

Ces zones seront ventilées par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonnant dans le local. La ventilation se fera de façon que le voisinage ne soit pas gêné ou incommodé par les émanations.

Une distance de sécurité de 4 m de tous côtés autour des postes sera laissée libre de toute affectation. Cette distance pourra être remplacée par une paroi de résistance au feu coupe-feu 1 heure (REI 60) avec porte pare-flamme ½ heure (RE30).

Des produits absorbants adaptés seront disponibles pour lutter efficacement contre tout écoulement de liquide.

Le chauffage des zones abritant les postes ne pourra se faire que par fluide chauffant (eau, vapeur d'eau, air), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C, la chaudière étant située dans un local extérieur aux zones de charge et séparé par une cloison pleine, en matériau de résistance au feu A1 et EI 120, sans baie de communication.

Les extincteurs affectés à cette installation seront des extincteurs spéciaux pour feux d'origine électrique (à l'exclusion d'extincteurs à mousse).

Leur porte d'accès s'ouvrira vers l'extérieur de l'atelier et sera normalement fermée.

### Chapitre 8.3 - Installations de compression et de réfrigération (rubrique 2920)

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des équipements sous pression.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Des filtres, maintenus en bon état de propreté, doivent empêcher la pénétration des poussières dans les compresseurs. Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

L'arrêt des compresseurs doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis.

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Les compresseurs et leurs moteurs sont installés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse pas incommoder le voisinage par des trépidations ; si cela est nécessaire, ils sont isolés des structures du bâtiment par des dispositifs antivibratoires tels que blocs élastiques, matelas isolants.

## **Titre 9 - Surveillance des émissions et de leurs effets**

### **Chapitre 9.1 - Programme d'autosurveillance**

#### **Article 9.1.1 - Principe et objectifs du programme d'auto surveillance**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

### **Chapitre 9.2 - Suivi, interprétation et diffusion des résultats**

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

## **Titre 10 – Publicité - Notification**

### **Chapitre 10.1 – publicité**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de CLERMONT-FERRAND pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum de un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

NHE

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du PUY DE DOME.

#### Chapitre 10.2 - Notification

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Directeur Général du CHRU dont le siège social est situé 58 rue Montalembert à CLERMONT-FERRAND.

Copie en sera adressée à :

- M. le maire Clermont-Ferrand,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le directeur régional de la CRAM.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Clermont Ferrand, le 1 AOUT 2006

Le Préfet,

CERTIFIÉ CONFORME  
A L'ORIGINAL

Pour le Préfet :  
Le Sous-Préfet Général par intérim  
Sous-Préfet de Riom,

Abel BUCQUET

## SOMMAIRE

<b>TITRE 1- PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES.....</b>	<b>2</b>
CHAPITRE 1.1 - BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION .....	2
Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation.....	2
Article 1.1.2 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration.....	2
CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS.....	2
Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	2
Article 1.2.2 - Situation des installations .....	3
Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées.....	3
CHAPITRE 1.3 - CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION .....	4
CHAPITRE 1.4 - DUREE DE L'AUTORISATION .....	4
Article 1.4.1 - Durée de l'autorisation .....	4
CHAPITRE 1.5 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE .....	5
Article 1.5.1 - Porter à connaissance.....	5
Article 1.5.2 - Mise à jour de l'étude de dangers.....	5
Article 1.5.3 - Equipements abandonnés.....	5
Article 1.5.4 - Transfert sur un autre emplacement .....	5
Article 1.5.5 - Changement d'exploitant .....	5
Article 1.5.6 - Cessation d'activité.....	5
CHAPITRE 1.6 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS.....	5
CHAPITRE 1.7 - ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES .....	5
CHAPITRE 1.8 - RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS .....	6
<b>TITRE 2 - GESTION DES INSTALLATIONS CLASSEES.....</b>	<b>6</b>
CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS .....	6
Article 2.1.1 - Objectifs généraux.....	6
Article 2.1.2 - Consignes d'exploitation.....	6
CHAPITRE 2.2 - RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES .....	7
Article 2.2.1 - Réserves de produits .....	7
CHAPITRE 2.3 - INTEGRATION DANS LE PAYSAGE.....	7
Article 2.3.1 - Propreté.....	7
Article 2.3.2 - Esthétique.....	7
CHAPITRE 2.4 - DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS .....	7
CHAPITRE 2.5 - INCIDENTS OU ACCIDENTS .....	7
Article 2.5.1 - Déclaration et rapport .....	7
CHAPITRE 2.6 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION .....	7
<b>TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE .....</b>	<b>7</b>
CHAPITRE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS .....	8
Article 3.1.1 - Dispositions générales.....	8
Article 3.1.2 - Pollutions accidentelles.....	8
Article 3.1.3 - Odeurs.....	8
Article 3.1.4 - Voies de circulation .....	8
CHAPITRE 3.2 - CONDITIONS DE REJET .....	8
Article 3.2.1 - Dispositions générales.....	8
Article 3.2.2 - Conduits et installations raccordées.....	9
Article 3.2.3 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.....	9
Article 3.2.4 - Auto surveillance des émissions atmosphériques.....	9
<b>TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>10</b>
CHAPITRE 4.1 - PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU .....	10
Article 4.1.1 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement .....	10
CHAPITRE 4.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES .....	10
Article 4.2.1 - Dispositions générales.....	10
Article 4.2.2 - Plan des réseaux.....	10
Article 4.2.3 - Entretien et surveillance.....	10
Article 4.2.4 - Protection des réseaux internes au NHE.....	10

CHAPITRE 4.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU .....	11
Article 4.3.1 - Identification des effluents.....	11
Article 4.3.2 - Collecte des effluents .....	11
Article 4.3.3 - Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement .....	11
Article 4.3.4 - Entretien et conduite des installations de traitement .....	11
Article 4.3.5 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet .....	12
Article 4.3.6 - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	12
Article 4.3.7 - Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes au NHE .....	12
Article 4.3.8 - Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration .....	12
Article 4.3.9 - Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales.....	13
<b>TITRE 5 - DECHETS.....</b>	<b>13</b>
CHAPITRE 5.1 - PRINCIPES DE GESTION .....	13
Article 5.1.1 - Limitation de la production de déchets.....	13
Article 5.1.2 - Séparation des déchets.....	13
Article 5.1.3 - Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets .....	13
Article 5.1.4 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement .....	13
Article 5.1.5 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement.....	13
Article 5.1.6 - Transport.....	14
Article 5.1.7 - Auto surveillance des déchets.....	14
Article 5.1.8 - transmission des résultats de l'auto surveillance des déchets .....	14
<b>TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....</b>	<b>14</b>
CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GENERALES .....	14
Article 6.1.1 - Aménagements.....	14
Article 6.1.2 - Véhicules et engins.....	14
Article 6.1.3 - Appareils de communication .....	14
CHAPITRE 6.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES .....	14
Article 6.2.1 - Valeurs Limites d'émergence .....	14
Article 6.2.2 - Niveaux limites de bruit.....	15
Article 6.2.3 - Mesures périodiques.....	15
Article 6.2.4 - Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores.....	15
<b>TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES .....</b>	<b>15</b>
CHAPITRE 7.1 - PRINCIPES DIRECTEURS.....	15
CHAPITRE 7.2 - CARACTERISATION DES RISQUES.....	15
Article 7.2.1 - Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement.....	15
Article 7.2.2 - Zonage des dangers internes à l'établissement .....	16
CHAPITRE 7.3 - INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS .....	16
Article 7.3.1 - Accès et circulation dans l'établissement.....	16
Article 7.3.2 - Bâtiments et locaux.....	17
Article 7.3.3 - Installations électriques - mise à la terre.....	17
Article 7.3.4 - Protection contre la foudre .....	17
Article 7.3.5 - Séismes.....	18
CHAPITRE 7.4 - GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES .....	18
Article 7.4.1 - Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents.....	18
Article 7.4.2 - Vérifications périodiques .....	18
Article 7.4.3 - Interdiction de feux.....	18
Article 7.4.4 - Formation du personnel.....	18
Article 7.4.5 - Travaux d'entretien et de maintenance .....	18
Article 7.4.6 - Contenu du permis de travail, de feu .....	18
CHAPITRE 7.5 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES .....	19
Article 7.5.1 - Organisation du NHE .....	19
Article 7.5.2 - Etiquetage des substances et préparations dangereuses.....	19
Article 7.5.3 - Rétentions.....	19
Article 7.5.4 - Réservoirs.....	20
Article 7.5.5 - Règles de gestion des stockages en rétention.....	20
Article 7.5.6 - Stockage sur les lieux d'emploi.....	20
Article 7.5.7 - Transports - chargements - déchargements.....	20
Article 7.5.8 - Elimination des substances ou préparations dangereuses.....	21
CHAPITRE 7.6 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS .....	21

## C.H.U. DE CLERMONT-FERRAND

### Construction d'un nouvel hôpital sur le quartier Estaing

Composition du dossier de demande de Permis de Construire Modificatif

Août 2007 – Réf. FGV

#### Pièces écrites

- ♦ Formulaire de demande de Permis de Construire Modificatif
- ♦ Notice architecturale et explicative
- ♦ Notice de Sécurité
- ♦ Arrêté préfectoral ICPE

#### Pièces graphiques

Plan N°	Intitulé	Echelle	Format
PC 002A	Plan masse	1/500	A0
PC 120	Plan bâtiment énergie Niv. 0 (+ galerie -1)	1/100	A0
PC 121	Plan bâtiment énergie Niv. 1	1/100	A0
PC 214	Coupes P1-P1 – P2-P2 – PA -PA	1/100	A0+
PC 350	Elévations	1/100	A0+
PCM 001	Plan masse	1/200	A0
PCM 002	Insertion paysagère		A0
PCM 101	Plans R-1 / Rez-de-chaussée / Toiture	1/100	A0
PCM 201	Coupes AA' et BB'	1/100	A0
PCM 301	Façades	1/100	A0




# DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF



1/2

N° 10087 \* 01

Ministère  
de l'Équipement,  
des Transports  
et du Logement

DATE DE DÉPÔT

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

JOUR MOIS ANNÉE MVT DPT COMMUNE ANNÉE N° DOSSIER

| | | | | M | | 2 | | P C | | | | | | | | |

## Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction

La présente demande doit être utilisée pour apporter des modifications :

- soit au contenu d'un permis de construire antérieurement délivré (en cours de validité et pour travaux en cours de réalisation) ;
- soit à un projet faisant l'objet d'une demande de permis de construire en cours d'instruction.

ATTENTION, dans cette hypothèse, la présente demande fera courir un nouveau délai d'instruction qui se substituera au précédent et fera disparaître tout droit éventuel à un permis tacite au titre du projet initial.

Cette demande n'est recevable que sur des **modifications mineures** qui ne changent pas fondamentalement la nature, l'importance, l'agencement ou la composition du projet.

Dans le cas contraire, il convient de déposer une nouvelle demande de permis de construire.

Il en est de même lorsque le projet initial n'étant pas soumis au recours obligatoire à un architecte, la modification envisagée entraîne cette obligation (dépassement du seuil réglementaire de surface).

Cette demande doit être établie en QUATRE exemplaires et :

- soit DÉPOSÉE À LA MAIRIE contre décharge,
- soit ENVOYÉE AU MAIRE par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal.

(Un ou plusieurs exemplaires supplémentaires pourront être demandés si l'instruction du dossier nécessite la consultation de plusieurs administrations.)

### RECOMMANDATION

Il est recommandé au demandeur :

- de s'informer auprès des services compétents des règles concernant plus particulièrement la protection de l'environnement, l'hygiène et la sécurité du travail, la sécurité et la santé publiques dont le respect relève de sa propre responsabilité ;
- de s'assurer que la conception du projet permette l'usage normal de la construction dans le respect desdites règles.

La présente recommandation vise notamment les projets de construction à destination industrielle, commerciale, artisanale ou agricole.

### RÉFÉRENCES DE LA DEMANDE OU DU PERMIS INITIAL

Si la modification concerne

☒ un permis de construire antérieurement délivré

NUMÉRO DU PERMIS

PC 63 113 05 Y0006

DATE DE CE PERMIS

21/09/2005

☐ une demande de permis de construire en cours d'instruction

NUMÉRO DE DOSSIER FIGURANT SUR LE RÉCÉPISSÉ

DATE DE CE RÉCÉPISSÉ

### 1. DEMANDEUR (Le demandeur est le bénéficiaire de la future autorisation)

NOM, PRÉNOMS (OU DÉNOMINATION)

CHU de CLERMONT-FERRAND

ADRESSE (NUMÉRO, VOIE, LIEU-DIT)

TÉLÉPHONE

DÉSIGNATION: 58, rue Montalembert - BP 69

COMMUNE

CODE POSTAL

BUREAU DISTRIBUTEUR

CLERMONT-FERRAND Cedex 1

6 3 0 1 0 3

### 2. TERRAIN

Le terrain est l'ilot de propriété constitué par la parcelle ou par l'ensemble des parcelles contigües appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

ADRESSE (NUMÉRO, VOIE, LIEU-DIT, CODE POSTAL, COMMUNE)

Rue d'Estaing

63000 CLERMONT-FERRAND

DÉSIGNATION:

DU

TERRAIN

NOM, ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU TERRAIN (S'IL EST AUTRE QUE LE DEMANDEUR)

TÉLÉPHONE

### 3. PROJET MODIFICATIF

☒ Architecte☐ Agréé en architecture☐ Maître-œuvre indépendant☐ Demandeur☐ Autre :

NOM, PRÉNOMS

Michel RAFIN représentant Groupe 6 Architectes, n° or dre : régional S217, national 1666

CACHET ET SIGNATURE  
DE L'ARCHITECTE  
OU DE L'AGRÉÉ EN ARCHITECTURE

30.  
AUTEUR  
DU PROJET  
MODIFICATIF

ADRESSE (NUMÉRO, VOIE, LIEU-DIT, CODE POSTAL, COMMUNE)

98, cours de la Libération

38100 GRENOBLE

TÉLÉPHONE

04.76.96.45.90



## 31. OBJET DE LA MODIFICATION

311.	modification de la superficie du terrain (changement)	ANCIENNE SURFACE	NOUVELLE SURFACE
		m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>
	accès et voirie		
	déplacement de l'implantation du ou des bâtiments		
	<input checked="" type="checkbox"/> augmentation ou diminution de l'emprise au sol		
	<input checked="" type="checkbox"/> hauteur	HAUTEUR INITIALE DU PROJET	NOUVELLE HAUTEUR ENVISAGÉE
		Bât. pôle énergie : 8.04 m	Bât. pôle énergie : 12.25 m
312.	<input checked="" type="checkbox"/> modification affectant soit la destination des locaux, soit la surface, soit la surface et la destination des locaux		
	SURFACE HORS OEUVRE BRUTE TOTALE INITIALE	131 223.00	SURFACE HORS OEUVRE NETTE TOTALE INITIALE
			69 002.00 m <sup>2</sup>
	DESTINATION(S) INITIALE(S) DU OU DES LOCAUX MODIFIÉS		
	Locaux techniques pôle énergie	SURFACE HORS OEUVRE BRUTE CONCERNÉE	SURFACE HORS OEUVRE NETTE CONCERNÉE
		m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>
		2 895.00 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>
	NOUVELLE(S) DESTINATION(S) DU OU DES TRAVAUX MODIFIÉS		
	Idem	SURFACE HORS OEUVRE BRUTE CONCERNÉE	SURFACE HORS OEUVRE NETTE CONCERNÉE
		1 763.00 m <sup>2</sup>	0 m <sup>2</sup>
	SURFACE HORS OEUVRE BRUTE TOTALE APRÈS LES TRAVAUX	SURFACE HORS OEUVRE NETTE TOTALE APRÈS TRAVAUX	
	130 091.00 m <sup>2</sup>	69 002.00 m <sup>2</sup>	
	DANS LE PROJET INITIAL	DANS LE PROJET ENVISAGÉ	
NOMBRE DE LOGEMENTS			
VENTILATION DES LOGEMENTS DANS LE PROJET ENVISAGÉ (si elle diffère de celle du projet initial)			
nombre de logements de : 1 pièce <input type="checkbox"/> 2 pièces <input type="checkbox"/> 3 pièces <input type="checkbox"/> 4 pièces <input type="checkbox"/> 5 pièces <input type="checkbox"/> 6 pièces et plus <input type="checkbox"/>			
313.	<input checked="" type="checkbox"/> aspect extérieur (clôture, façades, toitures...)		
314.	aménagement des abords (aires de stationnement, aires de jeux)		

## 4. ENGAGEMENT DU DEMANDEUR

Je, soussigné, auteur de la présente demande, certifie exacts les renseignements qui précèdent et m'engage à respecter les règles générales de construction prescrites par les textes pris pour l'application de l'article L. 111-4 du Code de la Construction et de l'Habitation sous peine d'encourir les sanctions pénales applicables en cas de violation de ces règles (articles L. 152-1 à L. 152-11).

NOM

DATE

SIGNATURE

La loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès et de rectification aux données nominatives les concernant qui peut être exercé auprès de la mairie du lieu des travaux. Les informations recueillies ont un caractère obligatoire. Le défaut de renseignement de ce formulaire peut se traduire par un rejet de la demande. Les données recueillies pourront être transmises aux services ayant réglementairement à connaître des demandes de permis de construire. Le demandeur peut s'opposer à la communication à des tiers à des fins commerciales des informations nominatives le concernant en s'adressant par écrit à la mairie du lieu des travaux.

## 5. PIÈCES A JOINDRE

- Plans et documents graphiques cotés mettant en évidence les différents objets de la modification tels qu'ils sont visés à la rubrique 31. En particulier en ce qui concerne la rubrique 312 : indiquer sur les plans les niveaux, la superficie des locaux dans l'état initial et après travaux en mentionnant les superficies dont la destination a changé.
- Toutes indications chiffrées nécessaires notamment pour les rubriques 311, 312 et 313. Elles seront accompagnées d'une brève notice expliquant le but de la modification.  
Les pièces visées ci-dessus portent le cachet et la signature de l'architecte, s'il y a lieu, ou de l'auteur du projet, ainsi que la signature du demandeur.
- Si la construction entraîne un dépassement du plafond légal de densité, JOINDRE à la présente demande :
  - la déclaration de la valeur au m<sup>2</sup> du terrain « Nu et Libre » ;
  - des extraits de la matrice cadastrale et du plan cadastral du terrain ;
  - une déclaration indiquant si le demandeur a l'intention ou non de constituer une caution solidaire auprès d'un établissement bancaire ou d'une société de caution mutuelle.

## **C.H.U. de CLERMONT-FERRAND – Construction du nouvel hôpital**

**Dossier de demande de Permis de Construire modificatif**

Août 2007

**FGV**

### **Notice architecturale et explicative**

Cette demande de Permis de construire modificatif concerne le bâtiment énergie du Nouvel Hôpital d'Estaing.

Plusieurs points ont nécessité des modifications de l'équipement tel qu'il était défini au départ :

- La définition précise des équipements techniques de production électriques, calorifiques, frigorifiques ;
- La prise en compte d'un des attendus du permis de construire notifiant la nécessité de desserte de deux façades par des voies pompiers ;
- L'installation éventuelle de panneaux photovoltaïques sur la façade Sud en cas d'obtention d'une subvention auprès de différents organismes.

Les principales modifications de l'équipement sont les suivantes :

- diminution de l'emprise au sol : l'emprise au sol d'origine 1 441 m<sup>2</sup> est ramenée à 937 m<sup>2</sup> par recul de 10 m par rapport à la limite Est et 3.50 m par rapport à la limite Sud ;
- aménagement d'une voie échelle pompiers en impasse à l'Est du bâtiment : voie de 7 m de large sur une chaussée de 10 m de large ;
- aménagement d'une voie technique au Sud du bâtiment de 3.50 m de large pour la desserte des locaux électriques, l'accès à la circulation intérieure et la maintenance de la façade et des panneaux photovoltaïques ;
- modification de la hauteur du bâtiment :
  - la hauteur maximum du bâtiment (hors cheminées) passe de 8.04 m (357.84 NGF) à 12.25 m (362.05 NGF) pour l'édicule partiel de la terrasse ;
  - les cheminées / échappement des groupes électrogènes passent de 14.39 m (364.19 NGF) à 13.43 m (363.23 NGF) ;
  - l'ouvrage rassemblant l'ensemble des cheminées de la chaufferie passe de 23.50 m (373.30 NGF) à 24.00 m (373.80 NGF).

➤ **modification de l'organisation interne du bâtiment**

Afin de pouvoir organiser une desserte de sécurité en façade Est du bâtiment, le plan des installations à été modifié :

- local bache + pompe EG réimplanté en niveau 1 (local technique froid) ;
- suppression de quelques locaux électriques par réorganisation de la technique de distribution ;
- réorganisation de la circulation interne.

En complément du permis d'origine les précisions suivantes peuvent être apportées :

➤ **Implantation, Aménagements, Clôtures**

L'implantation du bâtiment, à surface au sol plus restreinte, permet de respecter les limites du terrain définies au départ :

- à l'Ouest, la façade est implantée en limite du terrain d'assiette de base, la zone complémentaire peut-être restituée ;
- à l'Est, le bâtiment est implanté à 10 m de la limite, permettant la réalisation de la voie échelle pompiers en impasse – 7 m de large sur une voie de 10 m de large pour respecter l'attendu du permis de construire précisant la nécessité de deux façades accessibles ;
- au Sud : un recul de 3,50 m par rapport à l'alignement SNCF permet l'accès pour l'entretien et maintenance des panneaux solaires intégrés à la façade ainsi qu'aux locaux transformateurs ;
- au Nord : une cour de service est organisée pour le dépotage des véhicules de livraison de fuel ainsi que la livraison des matériels.
- Celle-ci est desservie par deux portails coulissants métalliques permettant une desserte par bouclage pour les gros véhicules.
- Les cuves de fuel sont enterrées sous un tertre végétalisé par des couvre-sol, adossé au mur de clôture de la façade Nord.

Les clôtures périphériques

- la façade Nord est définie par le mur de soutènement du tertre des cuves de fuel, béton lisse lasuré à l'image du socle du bâtiment, complété des portails coulissants en tôle métallique perforée laquée ;
- le reste de la périphérie du site est clôturé par un grillage rigide rilsanisé sur muret filant.

➤ **Organisation Fonctionnelle**

Afin d'obtenir une réduction d'emprise du bâtiment les évolutions suivantes sont proposées :

- maintien du local technique froid en niveau 1 ;
- réorganisation de la circulation interne pour une desserte simplifiée des locaux techniques depuis la façade Est et sortie sur la façade Sud.

Les autres caractéristiques organisationnelles restent inchangées et définies comme suit.

La centrale ENERGIE abritera les productions calorifiques, frigorifiques et la centrale de secours électrique, nécessaires au bon fonctionnement du Nouvel Hôpital ESTAING.

Le volume construit permettra également d'inclure quelques équipements complémentaires pour de futures extensions.

Les besoins du projet ont conduit à l'implantation de 5 entités techniques :

- une aire de livraison permettant le dépotage des cuves à fuel et l'amenée de matériel important ;
- la centrale groupe électrogène et ses locaux annexes ;
- les locaux électriques, transformateur et TGBT ;
- la chaufferie ;
- la terrasse accueillant les groupes frigorifiques à condensation par air et le local technique froid.

Les accès et l'implantation des équipements seront prévus de manière à permettre un changement d'équipement lourd aisé, sans démontage particulier.

### ➤ La Volumétrie

Le projet propose un volume volontairement simple, intégrant l'ensemble des équipements techniques.

La hauteur du volume de base est définie par les dimensions nécessaires pour l'implantation des arrivées d'air et pièges à son des groupes électrogènes.

Une paroi alignée à la même hauteur enveloppe le périmètre complet du bâtiment, intégrant la protection acoustique des groupes froids implantés en terrasse.

Un volume complémentaire, abritant les extractions des groupes électrogènes et leurs pièges à son émerge partiellement de la base.

Les échappements des groupes sont adossés à ce volume, ponctuant l'ensemble d'un rythme vertical.

Les cheminées des chaudières sont rassemblées dans un seul ouvrage carrossé, dans l'angle le plus éloigné du volume.

### ➤ Enveloppe

La qualité des matériaux, leur pérennité, le choix des couleurs, favorisent l'homogénéité avec les bâtiments en cours de construction sur le site, facilitant ainsi l'intégration de l'équipement à son environnement.

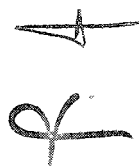
Les principes caractérisant les façades sont conservés :

- un soubassement de béton lisse, lasuré cernant l'ensemble du bâtiment ;
- une paroi haute réalisée en grille lames filantes aluminium laqué, enveloppe les équipements, les locaux et édifices techniques derrière une même façade intégrant le traitement acoustique nécessaire aux installations ;
- sur le côté Sud, les panneaux photovoltaïques remplacent la grille, intégrés suivant les mêmes principes dans l'alignement de la façade. Une demande de subvention pour l'installation est déposée.

En cas de non obtention de celle-ci, la surface de panneaux voltaïques sera remplacée par une vêtue en tôle laquée d'un rythme semblable aux grilles filantes constituant le reste de l'enveloppe.

- le volume intégrant le local technique froid et la ventilation des groupes électrogènes se superpose à ce socle, traité également en béton lisse lasuré.

\*\*\*



**CHU de CLERMONT FERRAND  
HOPITAL D'ESTAING  
CONSTRUCTION DU BATIMENT ENERGIE  
CLERMONT FERRAND 63000**

**NOTICE DE SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE**

Date :

Le Maître d'Ouvrage,

Le Maître d'Oeuvre,

Notice rédigée avec l'assistance technique de



, Monsieur D RICOUX

AGENCE DE CLERMONT-FERRAND  
30 boulevard Maurice POURCHON  
63039, Clermont-Ferrand Cedex 2  
Tél. : 04.73.31.90.00.  
Télécopie : 04.73.31.10.

N/Réf.: 07.V10 U3/3393/DR.DR

Diffusion : COFATECH  
GROUPE 6

## **PREAMBULE**

**L'assistance technique apportée par APAVE à la rédaction de cette Notice a consisté à examiner le projet présenté par le Maître d'Oeuvre et à préciser les dispositions importantes en matière de Sécurité contre les Risques d'Incendie et de Panique qui seront retenues pour la réalisation du projet au niveau de l'établissement du dossier du Permis de Construire ou de l'Autorisation Administrative.**

**APAVE n'est pas responsable de la bonne application, le jour venu, des dispositions contenues dans cette Notice.**



**SOMMAIRE**

<b>I.</b>	<b>OBJET DE LA NOTICE .....</b>	<b>4</b>
I.1.	CADRE REGLEMENTAIRE : .....	4
I.2.	DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPERATION .....	5
<b>II.</b>	<b>CLASSEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>III.</b>	<b>CONSTRUCTION - DEGAGEMENTS .....</b>	<b>6</b>
III.1.	DESSERTE : .....	6
III.2.	ISOLEMENT : .....	6
III.3.	STRUCTURE: .....	6
III.4.	CLOISONNEMENT : .....	6
III.5.	DEGAGEMENTS: .....	6
<b>IV.</b>	<b>AMENAGEMENTS INTERIEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>V.</b>	<b>DESENFUMAGE .....</b>	<b>8</b>
<b>VI.</b>	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES.....</b>	<b>8</b>
<b>VII.</b>	<b>CHAUFFAGE - VENTILATION .....</b>	<b>9</b>
<b>VIII.</b>	<b>LOCAUX MATIERES INFLAMMABLES : .....</b>	<b>10</b>
<b>IX.</b>	<b>ECLAIRAGE - SIGNALISATION : .....</b>	<b>10</b>
<b>X.</b>	<b>MOYENS DE PREVENTION ET D'EXTINCTION.....</b>	<b>10</b>
<b>XI.</b>	<b>ALARME SSI.....</b>	<b>11</b>
<b>XII.</b>	<b>CONSIGNES .....</b>	<b>11</b>
<b>XIII.</b>	<b>DISPENSES.....</b>	<b>11</b>





## I. OBJET DE LA NOTICE

### I.1. Cadre réglementaire :

La présente notice a pour objet de présenter les dispositions qui seront mises en oeuvre, quant au respect du **Code du Travail** en application des documents suivants relatifs à la prévention des Incendies et à l'évacuation :

⇒ **Livre II , Titre 3, chapitre 2, Section 1, sous-section 1**, Dispositions générales à l'aménagement des lieux de travail.

⇒ **Livre II , Titre 3, chapitre 2, Section 4**, Prévention des incendie - évacuation (Décret N°92-333 du 31 Mars 1992).

⇒ **Livre II , Titre 3, chapitre 5, Section 4**, Prévention des incendie - évacuation (Décret N°92-332 du 31 Mars 1992).

⇒ **Arrêté du 05 Août 1992**, modifié par Arrêté du 22/09/1995, pris pour application des Articles R. 235-4-8 & R. 235-4-15 du Code du Travail, comportant :

- La Section 1 relative aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8m du sol .
- La Section 2 relative au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés à l'Article R. 232-12 du Code du Travail.

⇒ **Arrêté du 04 Novembre 1993**, définissant les modalités de signalisation des cheminements de secours et dispositifs d'alarme à prévoir.

⇒ **Circulaire DRT N°95-07 du 14 Avril 1995**, en commentaire technique des nouvelles dispositions introduites par les décrets N°92-332 & 92-333 du 31 Mars 1992.

### ⇒ dispositions constructives, désenfumage et moyens de secours

dispositions générales : R 235-

dégagement : R 235-4-1 à R 235-1-7

désenfumage : R 235-4-8 complété par la section 2 de l'arrêté du 05.08.1992

bâtiments avec plancher bas du dernier niveau à plus de 8 m : R 235-4-1-3 à R 235-4-15

locaux où sont entreposées et manipulées des matières inflammables : R 235-4-12

moyens de prévention et de lutte contre l'incendie : R 235-4-16

### ⇒ installations de chauffage - ventilation, gaz combustibles et hydrocarbures liquéfiés

chauffage des locaux : R 235-4-9 à R 235-4-11

locaux où sont entreposées et manipulées des matières inflammables : R 235-4-12

La présente notice porte sur la construction du bâtiment énergie pour le Nouvel Hôpital Estaing de Clermont Ferrand, il concerne la Sécurité vis à vis l'Incendie dans le cadre du Code du Travail et analyse le respect des prescriptions réglementaires à la construction des lieux de travail ou lors de leurs modifications.



Le présent rapport ne concerne pas :

- L'hygiène des lieux de travail.
- la santé des personnes
- les problèmes de bruit et d'isolation thermique.
- les problèmes liés à la production, à l'exploitation et à l'entretien susceptibles d'être rencontrés sur le site.
- les problèmes d'intrusion, de vandalisme, d'agression.
- Les installations classées . A noter que les prescriptions de l' Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 01.08.2006 seront prise en compte en complément .

## I.2. Description sommaire de l'opération

Il s'agit de la mise en œuvre de chaudières pour une puissance de 1x6000kw ( complément hiver )+ 1x1300kw( Chaudière été ) + 1x6000kw ( Secours ) + 1 x 3000kw (complémentaire) , de groupes électrogènes( en secours uniquement ) pour 3x2000kVA + 1x2000kVA ( Redondance ) , de groupes froids pour 4x1400kW + 1x700kW ( Redondance ) , des stockages de fuel enterrés de 4 cuves de fuel .

Le bâtiment comprenant ces installations sera isolé des tiers de plus de 10m ou isolé par des parois CF 2 heures , il communique avec le nouvel hôpital Estaing par une galerie de liaison .Le bâtiment énergie est considéré comme faisant partie de l'établissement NHE . selon l'article R123.21 les 2 bâtiments formeront un groupement qui sera placé sous une direction unique , responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation et de l'observation des conditions de sécurité tant pour l'ensemble des exploitations que pour chacune d'elles .

- Ce groupement fera l'objet d'un examen spécial de la commission de sécurité compétente qui proposera les mesures de sécurité nécessaires .
- Réglementairement la communication entre les 2 bâtiments est autorisée à travers un sas CF 2heures avec portes PF1/2 heures asservies au SSI prévus dans la galerie de liaison qui disposera de raccord ZAG .

Le bâtiment est uniquement accessible au personnel technique . Il relève du code du travail . Le bâtiment sera en béton armé avec couverture toiture terrasse béton armé et bacs aciers

L'effectif pris en compte simultanément est inférieur à 19 personnes pour les zones concernées par le projet

Documents fournis : dossier plans PC modificatif de Groupe 6 Architectes de Septembre 2007

## II. Classement

S'agissant d'un établissement ne recevant pas de public au sens du Règlement de Sécurité applicable aux E.R.P. (Etablissements Recevant du Public), mais exclusivement réservé à des activités relevant du **Code du Travail**, au sens des Articles L -231-1 & R 232-12, l'examen a été mené selon les prescriptions édictées ci-dessus au Chap. I.1.

### III. CONSTRUCTION - DEGAGEMENTS

#### III.1. Desserte :

**R. 235-4 alinéa b** : Les bâtiments doivent être conçus pour permettre l'accès de l'extérieur et l'intervention des services de secours et de lutte contre l'incendie. Le bâtiment disposera d'une voie engin accessible par les services de secours. Deux façades seront accessibles.

L'accès à la voie engins sera adapté au passage des engins de secours y compris les caniveaux (force portante - 90KN/essieu - 80N/cm<sup>2</sup> sur 0.20m<sup>2</sup> - largeur de chaussée 4.00m hauteur libre 3.50 Rayon mini 11m ) ..

#### III.2. Isolement :

Bâtiment de hauteur du dernier plancher <8.00 m. Pas d'exigence selon les référentiels cités précédemment.

**Toutefois il sera prévu un isolement CF 2 heures des parois et Portes CF ½ heure sur l'extérieur avec ferme porte.**

#### III.3. Structure:

**R 232-1-1 & 235-3-1** : résistance des structures: Les structures seront dimensionnées selon les Règles et normes en vigueur notamment les règles parasismiques PS 92 ...

**R 235-4-13 & R.235-4-14 alinéa 1** : Le plancher bas du niveau le plus haut de l'établissement est à **moins de 8 m** du sol, il n'est pas exigible de stabilité au feu pour cet établissement. Toutefois il sera prévu des parois CF 2 heures d'isolement entre locaux et vis à vis de l'extérieur y compris la couverture de la chaufferie.

#### III.4. Cloisonnement :

**R 235-4 § a, b & c , R 235-4-14 (alinéa 5) et Art. 6 de l'Arrêté du 05/08/1992 :**

Le plancher bas du niveau le plus haut de l'établissement est à **moins de 8 m** du sol, il n'y pas d'exigences particulières pour cet établissement pour la réglementation prise en compte. Toutefois il sera prévu des parois CF 2 heures d'isolement entre locaux et portes CF 1 heure + ferme porte entre locaux.

#### III.5. Dégagements:

**R 235-4** : Les bâtiments doivent être conçus:

- pour évacuer rapidement la totalité des occupants.
- pour permettre l'accès de l'extérieur aux services incendies
  - pour limiter la propagation de l'incendie à l'intérieur de l'établissement

Il sera prévu 2 issues dans des directions opposées pour le local groupe électrogène et le local chaufferie.

**R 235-3-3** : les planchers des locaux doivent être fixes, stables et non glissants: à prévoir éventuellement pour les sols qui seraient refaits. Ils doivent être exempts de bosses de trous ou de plans inclinés dangereux: **Les Dispositions seront respectées.**

**R 235-3-6** : Les ouvrants en élévation ou en toiture ne doivent pas, en position d'ouverture, constituer un danger pour les travailleurs. **Verre de sécurité le cas échéant**

**R 235-3-7** : Les parois transparentes ou translucides doivent être signalées par un marquage à hauteur de vue. Elles doivent être en matériau de sécurité . Les dispositions seront prévues le cas échéant

**R 233-45** : Les passerelles , planchers en encorbellement , plate-forme en surélévation ainsi que leurs moyens d'accès doivent être construits , installés ou protégés de façon telles que les travailleurs appelés à les utiliser ne soient pas exposés à des chutes . Il sera pris en compte la norme NFEN ISO 14122-1 –2 –3 . **La hauteur de gardes corps sera de 1.10m . Des mains courantes seront installées pour les escaliers .**

**R 232-1-2, R 235-3-8 & 9** : Les portes et portails automatiques doivent comporter un dispositif de sécurité interrompant immédiatement tout mouvement d'ouverture ou de fermeture, lorsque ce mouvement peut causer un dommage à une personne. Ils doivent pouvoir être également ouverts manuellement. Il sera prévu le marquage CE et la conformité à la norme NFP 26.362 le cas échéant

**R 232-1-9 & R 235-3-11** : Les portes et dégagements doivent être situés par rapport aux voies de circulation destinées aux véhicules, à une distance telle qu'ils garantissent aux piétons une circulation sans danger. **Des Marquages différenciés seront mis en place .**

**R 232-12-4** : Les portes susceptibles d'être utilisées pour l'évacuation de plus de 50 personnes doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie. **Sans objet dans le cadre du projet** (effectif pris en compte <50 personnes dans cette partie de bâtiment ) ....

Les portes faisant partie des dégagements réglementaires doivent pouvoir s'ouvrir par un manœuvre simple. Toute porte verrouillée doit être manœuvrable de l'intérieur dans les mêmes conditions et sans clé. **Les dispositions seront prévues par barre anti panique .**

Les portes coulissantes, à tambour ou s'ouvrant vers le haut ne peuvent constituer des portes de secours. Elles ne sont pas considérées comme des dégagements réglementaires. Toutefois les portes coulissantes motorisées qui, en cas de défaillance du dispositif de commande ou du dispositif d'alimentation, libèrent la largeur totale de la baie par effacement latéral ou par débattement sur l'extérieur par simple poussée peuvent constituer des dégagements réglementaires. **Sans objet dans le cadre du projet**

L'effectif du personnel est **<19 personnes au total simultanément .**

**R 235-4-2 à R 235-4-5** : Largeur des dégagements, selon tableau Art. 235-4-3 et majoration si sorties depuis sous-sol.

L'effectif total étant **<20 personnes**, il est exigible **1 dégagements** totalisant **1 U.P...** **Les dispositions sont prévues . Les dégagements et les portes disposeront d'une largeur utile de 0.90m de passage libre . Les portes ouvriront dans le sens de l'évacuation .**

**R 235-4-6 :**

- les distances en étage ou en sous sol pour atteindre un escalier devront rester inférieures à 40m : **Dispositions prévues conformes .**

- le débouché de l'escalier au niveau Rez de Chaussée doit s'effectuer à moins de 20m d'une sortie sur l'extérieur: **Dispositions prévues conformes**

- Il ne doit pas exister de **cul de sac de plus de 10m** : **Dispositions prévues conformes**

**Les dégagements seront balisés par blocs autonomes .**



**Escaliers :**

**R 232-12-5, R 235-4-1 & R 235-4-2 :** Continuité jusqu'au niveau d'évacuation sur l'extérieur, dissociation des escaliers desservant les niveaux en étage de ceux desservant les sous-sols. Les volées seront dissociées par porte CF  $\frac{1}{2}$  H + Ferme porte . **Il sera prévu une main courante pour chaque escalier..**

Les escaliers d'une largeur supérieure à 1,40 m auront deux rampes ou main-courantes. **—Sans objet**

**R 235-4-7 :**

- les marches doivent être non-glissantes
- S'il n'y a pas de contremarche, le recouvrement de ces dernières devra être d'au moins 5cm.
- il est interdit de placer une ou deux marches isolées dans les **circulations principales**.
- la hauteur des marches et leur giron respecteront les conditions suivantes:  $13\text{cm} < h < 17\text{cm}$  &  $60\text{cm} < 2h + g < 64\text{cm}$  (Règles de l'Art).
- les volées d'escalier ne comporteront pas plus de 25 marches.
- les paliers auront une largeur identique à celle des volées et, en cas de volée non contrariée auront une largeur supérieure à 1m.
- les escaliers tournants auront un balancement continu sans autre palier que ceux desservant les étages. Les dimensions des marches sur la ligne de foulée à 0.60m du noyau ou du vide doivent être conformes aux règles de l'Art. Le giron extérieur des marches doit être inférieur à 42cm.

**Les Dispositions seront respectées à l'exécution .**

**IV. AMENAGEMENTS INTERIEURS**

S'agissant d'un établissement dont le plancher bas du niveau le plus haut est à moins de 8m du sol, il n'y a pas d'exigences particulières pour les degrés de réaction/résistance au feu des aménagements intérieurs.

**V. DESENFUMAGE**

**R 235-4-8 :** Il est exigible un dispositif de désenfumage naturel ou mécanique pour:

L'escalier d'accès à l'étage disposera de 1 m<sup>2</sup> en partie haute avec commande au RDC .

Chaufferie et Groupes électrogènes : Exutoire 1/100<sup>ème</sup> de la surface du local .

Le Local groupe froid sera désenfumé ou disposera d'un ouvrant en façade

Chaque dispositif sera aisément manœuvrable à partir du plancher ou sera permanent .

**Art. 15 :** un dossier technique des installations permettant leur contrôle et leur maintenance sera transmis aux utilisateurs des locaux .

**VI. INSTALLATIONS ELECTRIQUES**

échangeur de chauffage de l'air et l'arrêt des ventilateurs. Ce dispositif n'est pas exigible pour les appareils incandescents sont installés, ou lorsque le réchauffage de l'air (température).

Toute matière combustible est interdite à l'intérieur des locaux et des accessoires des organes terminaux situés dans les installations de V.M.C. mettant en communication pl.

**R 235-4-11** : L'usage de la brasure tendre (température de fusion inférieure à 180°C) pour les canalisations amenant les liquides ou gaz comb.

conçus et réalisés conformément aux prescriptions en vigueur et réalisés conformément aux prescriptions des travailleurs dans les établissements de date du 14 novembre 1988.

Les dispositions s'appliquent sans préjudice de

la réglementation en vigueur (Arrêté du 23.06.78).  
(Arrêté du 08.1977)

La température de point d'éclair est inférieure à 55°C est

Les tuyaux et cheminées, sont en acier inoxydable, aux matières et objets

**R 235-3-5** : Les bâtiments et les installations doivent être conformes aux dispositions fixées par la réglementation en vigueur, en particulier, mettant en oeuvre des courants électriques suivant

Il ne doit jamais s'effectuer au cours du montage ou de la réparation des éléments incandescents ou des

## **VII. CHAUFFAGE - VENTILATION**

**R 232-12-8** : Les dispositions prévues dans la réglementation relatives à l'application des réglementations relatives :

- aux installations fixes destinées au chauffage et à la production de chaleur
- aux installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures
- au stockage et à l'utilisation des produits pétroliers

Il est interdit de souder aux appareils fixes de production de chaleur par soudure. Conduites en plomb

En cas d'arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie, l'arrêt de la manœuvre, signalé conformément en

**R 232-12-9** : L'emploi pour le chauffage de combustibles est interdit.

La puissance de la chauffe sanitaire est > 70KW, alors

**R 232-12-10** : Les appareils de production/émission de chaleur doivent être installés de façon à ne pouvoir communiquer les flammes susceptibles d'être placés à proximité et aux vêtements

Il est interdit de brûler à la combustion, la pression du circuit

**R 232-12-11** : Le remplissage des réservoirs des appareils de chauffage doit être effectué dans une pièce couverte et à l'abri du feu, les surfaces portées à plus de 100°C.

Il est interdit de laisser en veilleuse de l'appareil ou de laisser la température de l'air dépasse 120°C (ce qui provoque la chaleur dans les seuls locaux où ils sont installés ne pouvant atteindre cette

**R 232-12-12** : Les canalisations amenant les liquides ou gaz destinés à l'émission de chaleur doivent être entièrement métalliques et interdites.

Il est interdit de laisser en veilleuse de l'appareil ou de laisser la température de l'air dépasse 120°C (ce qui provoque la chaleur dans les seuls locaux où ils sont installés ne pouvant atteindre cette

Les circuits alimentant les installations doivent être conformes aux dispositions de l'ensemble des appareils, manœuvrables et interdites.

Il est interdit de laisser en veilleuse de l'appareil ou de laisser la température de l'air dépasse 120°C (ce qui provoque la chaleur dans les seuls locaux où ils sont installés ne pouvant atteindre cette

Si la puissance des installations fixes de chauffage est supérieure à 70KW, il vient le respect de l'Arrêté du 23 Juin 1978.

**R 235-4-10** : Si le chauffage est réalisé au moyen de gaz, l'air doit toujours être supérieure à la pression des gaz

Un dispositif de sécurité doit assurer automatiquement l'arrêt de l'échangeur de chauffage de l'air et l'arrêt des ventilateurs.

Les dispositions seront respectées à l'exécution notamment coupures d'urgence extérieures d'alimentation en énergie . Les coupures seront signalées ( Gaz , Fuel , Electricité ) .  
Les locaux chaufferie et groupes électrogènes disposeront de ventilation haute et basse en fonction des puissances installées .

#### **VIII. LOCAUX MATIERES INFLAMMABLES :**

**R 235-4-12** : application des Articles suivants :

**R 232-12-13** : dispositions spécifiques aux installations électriques prévues dans le cadre du Décret N° 88-1056 du 14 Novembre 1988.

**R 232-12-14 (alinéa 3)** : Ces locaux ne doivent pas contenir de source d'ignition pouvant donner lieu à production extérieure d'étincelle ni aucune surface susceptible de provoquer une auto-inflammation, ils doivent disposer d'une ventilation permanente appropriée:

**R 232-12-15 (1er et 2ème alinéa)**: aucun poste habituel de travail ne doit se trouver à plus de 10m d'une issue donnant sur l'extérieur ou sur un local lui-même sur l'extérieur.

Si les fenêtres de ces locaux sont munies de grilles ou grillages, ceux-ci doivent s'ouvrir très facilement de l'intérieur.

**R 232-12-16** : Un Arrêté des ministres du travail et de l'Agriculture fixe , en tant que de besoin, les dispositions spécifiques relatives aux installations industrielles utilisant le gaz combustible et les hydrocarbures liquéfiés.

**R 232-1-7** : Lorsque le contenu transporté par les tuyauteries présente un danger, ces tuyauteries doivent faire l'objet d'une signalisation permettant de déterminer la nature du contenu transporté selon les modalités de l'Art. 11.1 de l'Arrêté du 04/11/1993.

**Pour mémoire . Les locaux Fuel et huile disposeront d'une ventilation haute et basse directement sur l'extérieur et disposeront d' une rétention .**

#### **IX. ECLAIRAGE - SIGNALISATION :**

**R 232-1-13, R 232-12-7 & art. 9 de l'Arrêté du 04/11/1993**: Les dégagements qui ne servent pas habituellement de passage pendant la période de travail doivent être signalés par la mention "Sortie de Secours".

Il sera prévu un éclairage de sécurité conforme à la réglementation en vigueur permettant d'assurer l'évacuation des personnes en cas d'interruption accidentelle de l'éclairage. **Blocs autonomes**

#### **X. MOYENS DE PREVENTION ET D'EXTINCTION**

**R 232-12-17** : Toutes les mesures doivent être prises pour lutter efficacement contre tout commencement d'incendie.

#### Local groupes électrogène

Il sera prévu un dépôt de sable de 0.10m3 et une pelle .  
Extincteurs 6 kg pour feu de classe 55B - 2 par appareil de combustion.  
Détection incendie

#### Local chaufferie

Extincteurs 6 kg pour feu de classe 55B - 2 par appareil de combustion. Affichage « Ne pas Utiliser sur flamme Gaz » .  
Détection Gaz Détection incendie

#### Locaux électrique :

Extincteurs de type CO<sup>2</sup>

Toutes ces installations doivent faire l'objet d'une signalisation appropriée selon modalités de l'Arrêté du 04/11/1993.

### **XI. ALARME SSI**

**R 232-12-14, R 232-12-18 et art. 4 de l'Arrêté du 04/11/1993 :** Une alarme sonore audible de tous les points du bâtiment sera prévue .

Compte tenu du fait que le bâtiment énergie est considéré comme faisant partie de l'établissement NHE . selon l'article R123.21 ; il comportera la détection incendie de tous les locaux et circulations ( Détecteurs adaptés ) , une alarme générale le tout ramené au SSI du NHE .

Le signal sonore sera audible de tout point du bâtiment Il fonctionnera pendant le temps nécessaire à l'évacuation avec un minimum de 5 minutes.

### **XII. CONSIGNES**

Elles seront prévues en application des Articles R 232-12-20., R 232-12-21 & R 232-12-22.

### **XIII.DISPENSES**

**R 232-14-1 :** dans le cas où il est reconnu qu'il est pratiquement impossible d'appliquer l'une des prescriptions de la section IV "Prévention des risques - évacuation", il peut être accordé à un établissement une dispense temporaire ou permanente d'une partie de ces prescriptions sur proposition de mesures compensatoires assurant un niveau de sécurité jugé équivalent.

La dispense est accordée par le directeur régional du travail et de l'emploi ou le fonctionnaire de contrôle assimilé après enquête de l'inspecteur du travail, après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions



de travail ou à défaut des délégués du personnel et après avis de la Commission Consultative Départementale de la Protection Civile, de la sécurité et de l'accessibilité pour les Etablissements Recevant du Public.

Sans objet dans le cadre du projet

ooo000ooo

*f*

*1*